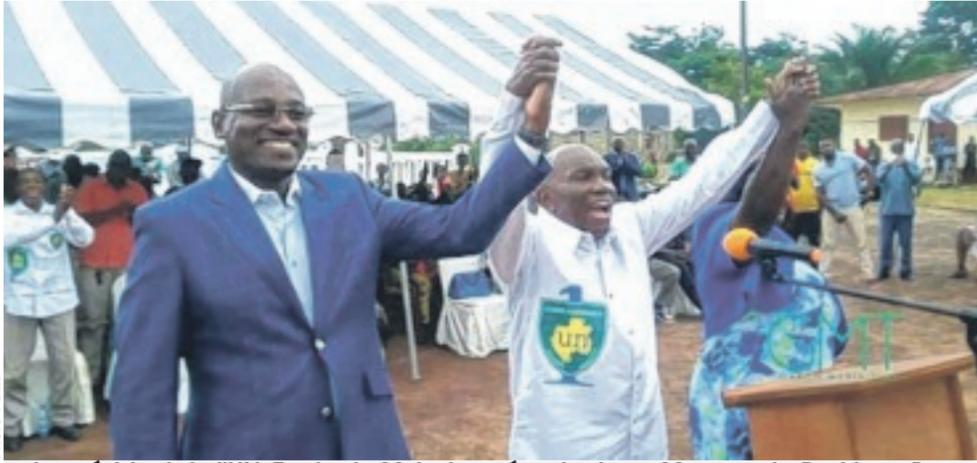


**2 Politique**

**Législatives à venir/Union nationale**

**Zacharie Myboto lance Rodrigue Bokoko à Mounana**



Le président de l'UN, Zacharie Myboto, présentant aux Mounanais, Rodrigue Bokoko, candidat de son parti aux législatives à Mounana.



Une vue de l'assistance.

J.K.M  
Libreville/Gabon

**Dans l'attente de l'officialisation d'autres candidatures, il devrait croiser le fer avec le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), Hervé-Patrick Opiangah candidat égale-**

**ment déclaré dans cette localité.**

**PREMIER** adjoint au maire de la commune de Mounana de 2008 à 2013, Rodrigue Bokoko défendra, dans cette localité, les couleurs de l'Union nationale (UN) aux prochaines élections législatives. C'est ce qui ressort du meeting qu'a animé, samedi 14 juillet dernier, Zacharie

Myboto, président de cette formation politique de l'opposition, membre de la Coalition pour la nouvelle République (CNR) de Jean Ping. Cela au terme de la visite qu'il a effectuée dans cette contrée de la province du Haut-Ogooué. Le leader de l'UN a surpris ses nombreux partisans venus l'écouter; vu que d'aucuns s'attendaient à l'annonce de

sa propre candidature. Dans tous les cas, il semble avoir fait le pari de la jeunesse, de la fidélité, de la loyauté tout en prenant en compte la popularité dont jouirait Rodrigue Bokoko auprès d'une frange de Mounanais. D'autant que, ce dernier est une figure de l'opposition depuis de nombreuses années dans l'ancienne cité minière. Fils de l'ancien chef de

canton, il peut se targuer de disposer d'un "réservoir naturel d'électeurs". Ancien cadre de Gabon Télécom, Bokoko est à la tête de nombreuses affaires dans cette ville. En le lançant dans la bataille, Zacharie Myboto a laissé entendre: "Rodrigue Bokoko est à même d'assurer la mission qui lui a été confiée, en se conformant aux prescriptions

de la lettre de cadrage adressée aux militants de l'UN". Quoiqu'il en soit, dans l'attente de l'officialisation d'autres candidatures, il devrait, au cours de ce scrutin dont on ignore toujours la date, croiser le fer avec le président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS), Hervé Patrick Opiangah, candidat déclaré, lui aussi, à Mounana.

**Médias audiovisuels**

**La Hac appelle à plus de responsabilité**

LLIM  
Libreville/Gabon

**DANS** la perspective des législatives, le président de la Haute autorité de la communication (Hac), Raphaël Ntoutoume Nkoghe, a dernièrement convié les patrons des télévisions et radios publiques et privées, à une séance de travail. Le but de cette rencontre était de préparer les prochaines législatives "en évitant les débordements, comme ce fut le cas pour la présidentielle d'août 2016", a-t-il dit. Le responsable de

la Hac s'est dit convaincu que si les hommes et femmes des médias sont animés du sens de la responsabilité et du professionnalisme, le pays se prémunirait à coup sûr de ces dangers. Le président de l'organe de régulation de la communication a tenu à faire cette précision: "le devoir des organes de presse, le jour de l'élection, c'est de donner les résultats divulgués par les autorités compétentes". Autrement dit, bannie, la diffusion par les médias audiovisuels d'informations non officielles, y compris lorsque les correspondants



Les conseillers-membres de la HAC lors de leur rencontre avec la presse.

de ces médias assistent au dépouillement dans un bureau de vote. Aux médias publics, Ra-

phaël Nkoghe a rappelé que leurs chaînes sont tenues de traiter équitablement et objectivement les informa-

tions liées à la campagne électorale de chaque candidat, selon qu'il appartient à un parti membre de la ma-

jeorité ou à une formation de l'opposition. Il a toutefois relevé que les médias privés ne sont pas liés par la même contrainte, mais par leurs différentes lignes éditoriales. Toujours pour le déroulement des prochaines législatives, voire pour toute autre élection à venir, le président de la Hac a annoncé la diffusion, sur toutes les chaînes publiques, du "Journal de la campagne" et l'organisation d'un plateau télévisé dénommé "Le Grand Débat", le tout dans le but de permettre une meilleure visibilité de chaque candidat.

**Tribune des Partis politiques**

**L'exemple Myboto !**

«UN beau soir l'avenir s'appelle passé. C'est alors qu'on se tourne et qu'on voit sa jeunesse». Après plusieurs décennies de règne politique sans partage à Mounana, dans la province du Haut-Ogooué, où il était quasiment devenu le «candidat naturel» à toutes les élections, le président de l'Union nationale (UN), Zacharie Myboto, septuagénaire, vient de faire sienne cette pensée de l'écrivain français Louis Aragon, en décidant, enfin, de décider de passer le témoin. C'est le jeune Rodrigue Bokoko, ancien premier adjoint au maire de Mounana, de 2008 à 2013, qui a été choisi pour prendre le relais. Héritier désigné, il aura, dans les tout prochains mois, la lourde responsabilité de défendre l'étendard de cette formation politique de l'opposition au scrutin législatif dans cette loca-

lité. Le passage de flambeau a eu lieu le 14 juillet 2018 à Mounana, à l'occasion d'un grand rassemblement (lire ci-dessus). Au cours duquel, cet ancien cadre de Gabon-Télécom, visiblement ému et fier du choix porté sur sa personne, a dit mesurer la charge qui est désormais la sienne de porter haut les couleurs de l'Union nationale dans un siège électoral où, naguère, les Myboto, surtout lorsqu'ils étaient au PDG et à l'UGDD, ont dicté leur loi. Mais beaucoup d'eau a coulé sous le pont. Puisque, depuis près d'une décennie maintenant, ce siège politique est totalement revenu sous le joug du Parti démocratique gabonais (PDG) dont le député sortant et membre du Bureau politique, Christian Magnagna, actuel ministre

des Mines et des Infrastructures, passe pour être le principal porte-voix. Candidat déclaré à sa propre succession, Magnagna sera, le moment venu, avec le leader de l'Union pour la Démocratie et l'Intégration sociale (UDIS), Hervé Patrick Opiangah, les deux principaux obstacles que le poulain de Zacharie Myboto devra franchir. Il va ainsi espérer se frayer un chemin et s'affranchir politiquement dans un siège qui n'est pas, loin s'en faut, une tour facile à prendre. Même si, d'après ce qui se dit, les Myboto compteraient encore des soutiens de poids dans ce landerneau démographiquement acquis à l'ethnie nzébi dont lui, le «patriarche de Mounana», comme on aime l'appeler sur place, est un digne fils. Du coup, l'élection législative qui

pointe à l'horizon s'apparente déjà, aux yeux de l'opinion, au baromètre qui permettra de jauger l'aura dont jouirait encore, peu ou prou, Zacharie Myboto auprès d'un électorat dominé, de surcroît, par son clan. Mais entre vouloir et pouvoir, le gap est souvent considérable à combler. En tout état de cause, la probabilité des candidatures annoncées de Christian Magnagna et d'Hervé Parick Opiangah, en plus de celle de son cheval, annonce déjà une belle empoignade en perspective. A moins d'assister à une dérobade de l'un d'eux, ou à un arrangement politique de dernière minute. Toujours est-il que, en décidant de se choisir un jeune successeur dans ce fief politique qui fut longtemps le sien, le président de l'UN a fait preuve d'une plus grande prudence. Celle de ne pas

se frotter à une jeunesse politiquement intrépide et insatiable, estampillée aux couleurs du PDG et son allié UDIS dont les militants locaux, promettent, en théorie, de ne plus céder, même à minima, une once de parcelle de pouvoir au clan Myboto. A l'analyse, en cas de victoire ou même de ballotage de son joker au second tour au prochain scrutin, c'est lui, «Zack-Power», qui se frotterait les mains. Qui se referait une belle santé morale dans une circonscription électorale de Mounana reconnue du reste très frondeuse et longtemps acquise à sa cause. Mais comme on peut le lire dans le Livre de l'Ecclésiaste, «il y a un temps pour tout sous les cieux». Et le sien, a-t-il estimé, était venu de passer politiquement la main. Du moins à Mounana.

**Par Christian G. KOUIGA**